15. FEV

MTL. - 1 - Coordination (2) L.8046/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 23 juillet 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à la protection du titre de journaliste professionnel", a donné le 11 décembre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e juli 1962 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot bescherming van de titel van beroepsjournalist", heeft de 11e december 1962 het volgend advies gegeven :

I.

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet a pour objet de conférer une reconnaissance légale au titre de "journaliste professionnel", et de sanctionner pénalement l'usage abusif de ce titre.

Comme le Conseil d'Etat l'a déjà souligné à propos d'un premier projet, dans son avis du 14 juillet 1959 (L.6727/2), "la création du titre est sans influence sur le droit de chacun d'écrire dans un journal. Ce droit existe indépendamment de l'octroi du titre".

Le titre ne confère aucun monopole ni privilège quelconque. C'est à ces conditions que le projet ne suscite aucune objection d'ordre constitutionnel et ne porte pas atteinte à l'article 10 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales approuvée par la loi du 13 mai 1955.

\+

\+ +

Il serait préférable d'adopter l'intitulé suivant :

"Projet de loi relative à la reconnaissance et à la protection du titre de journaliste professionnel".

\+

\+ +

.../...

II.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

Le liminaire de l'article devrait être rédigé comme suit :

"Nul ne peut porter le titre de journaliste professionnel s'il ne remplit les conditions suivantes : ... ".

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 1er, 2°, le port du titre de journaliste professionnel est subordonné à la condition de "jouir de ses droits civils et politiques".

Le projet entend se référer aux droits énumérés aux articles 31 et 123 sexies du Code pénal, droits dont l'exercice peut être interdit ou la déchéance encourue à la suite de certaines condamnations pénales.

Il serait, dès lors, préférable que le texte du projet mentionne expressément ces articles.

Des étrangers seront, par ailleurs, susceptibles de se voir reconnaître le titre de "journaliste professionnel".

.../...

Il pourrait, dans certains cas, paraître peu indiqué d'exiger qu'ils jouissent de leurs droits civils et politiques dans leur pays d'origine, notamment lorsqu'il s'agit de personnes bénéficiant du statut de réfugié.

Il serait, d'ailleurs, en toute hypothèse, délicat de tenir compte d'une perte de droits encourue à l'étranger, par un journaliste, qu'il soit Belge ou étranger, eu égard aux conceptions différentes qui existent en matière de liberté de la presse et aux risques, même d'ordre pénal, auxquels est parfois exposé le correspondant de presse dans le simple exercice de sa profession, pour des faits qui, en Belgique, seraient considérés comme légitimes.

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger comme suit l'article 1er, 2° :

"2° n'être ni interdit, ni déchu, en tout ou en partie, en Belgique, des droits énumérés aux articles 31 et 123sexies du Code pénal".

D'un autre côté, il pourrait se concevoir que l'on refuse de faire abstraction, pour la reconnaissance du titre de journaliste professionnel, de faits contraires à l'honneur de la profession qui auraient entraîné une privation de droits dans des pays où règnent les mêmes conceptions qu'en Belgique en matière de liberté de la presse.

Il appartiendra dès lors au Gouvernement d'apprécier s'il n'y a pas également lieu de tenir compte, selon des conditions et modalités à préciser, de la perte de certains droits civils ou politiques découlant de condamnations encourues dans d'autres pays.

.../...

Il est, par ailleurs, douteux que le seul fait de ne pas être privé des droits civils et politiques soit une garantie suffisante d'honorabilité des candidats au titre.

La condamnation à l'interdiction de ces droits n'est, en effet, qu'une faculté laissée à l'appréciation des tribunaux, notamment en matière d'outrages publics aux bonnes moeurs (Code pénal, article 386, alinéa 2) et d'extorsion (Code pénal, articles 32, 33, 84, alinéa 2, et 470).

Or, il ne se concevrait guère qu'un individu condamné pour publications contraires aux bonnes moeurs ou pour chantage, par exemple, sans pourtant avoir encouru la privation de ses droits civils et politiques, puisse postuler la reconnaissance du titre de journaliste professionnel sans qu'il soit légalement possible de lui refuser ce titre.

Le Gouvernement appréciera, dès lors, s'il ne convient pas, outre la privation des droits civils et politiques, de prévoir dans la loi d'autres causes d'exclusion découlant de certaines condamnations du chef d'infractions dont l'énumération devrait être faite par la loi.

\+

\+ \+

L'incompatibilité entre la profession de journaliste et l'activité commerciale est analogue à celle qui existe entre l'exercice d'un commerce et la qualité de membre de l'ordre judiciaire, notamment.

.../...

C'est pourquoi il paraît préférable de recourir à la terminologie consacrée par l'article 179 de la loi du 18 juin 1869 modifiée par la loi du 29 février 1920 et d'employer à l'article 1er, 3°, l'expression "n'exercer aucune espèce de commerce ...".

Il résulte des explications données par le délégué du Gouvernement que le projet entend réserver le titre de journaliste professionnel aux personnes dont telle est la profession principale, c'est-à-dire aux personnes qui consacrent la majeure partie de leur activité professionnelle au journalisme et pour qui le journalisme est la profession habituelle, exercée à temps plein.

Le journaliste indépendant est mis sur le même pied que le journaliste attaché en qualité d'employé à un organe de presse déterminé.

Le fait qu'il s'agit d'une activité professionnelle implique que celle-ci comporte une rémunération. Aucun mode déterminé de rémunération n'est toutefois exigé : il peut s'agir de droits d'auteur aussi bien que d'un traitement.

Si cette rémunération doit correspondre à l'activité professionnelle principale exercée, il ressort des éclaircissements donnés qu'elle ne doit pas nécessairement représenter la majeure partie des ressources professionnelles : sans doute, dans la plupart des cas, le journaliste qui exerce une profession accessoire n'en tirera-t-il qu'un simple complément de ressources, son activité de journaliste constituant l'essentiel de

son gagne-pain, mais il arrivera toutefois que l'inverse se produise et qu'un journaliste retire d'une profession accessoire ou occasionnelle plus de revenus que de son travail habituel de journaliste.

Pour autant qu'il ne s'agisse là, en aucun cas, d'une activité commerciale, ayant par exemple la publicité pour objet, et que cette activité professionnelle étrangère au journalisme reste accessoire, cette circonstance n'aura pas pour effet de priver l'intéressé du titre de journaliste professionnel.

\+

\+ +

Le projet réserve, par ailleurs, en son article 1er, 4°, le titre de journaliste professionnel aux journalistes qui participent à la rédaction d'un organe de presse "d'information générale".

L'organe de presse d'information générale est celui qui publie des informations et commentaires sur l'ensemble des questions d'actualité. Ne peuvent donc être qualifiés tels les organes de presse qui ne diffusent qu'une catégorie de nouvelles, celles qui, par exemple, ont trait aux sports, à la finance , à la littérature, aux arts, à une activité économique, sociale ou professionnelle déterminée.

La distinction établie par le projet entre la presse d'information générale et la presse spécialisée pour définir la qualité de journaliste professionnel appelle trois observations :

.../...

D'une part, il est concrètement difficile de tracer une distinction nette entre la presse d'information générale et la presse spécialisée. Il est de nombreux journaux considérés comme "spécialisés" qui consacrent néanmoins une partie accessoire, voire importante, de leurs colonnes à l'information générale.

Le critère "d'information générale" apparaît donc à ce point de vue assez peu satisfaisant.

D'autre part deux personnes peuvent rédiger une même rubrique, par exemple, la chronique sportive ou la chronique financière, l'une dans un organe d'information générale, l'autre dans un organe considéré comme spécialisé. La première aurait droit au titre de "journaliste professionnel", titre qui serait refusé à la seconde.

Il apparaît ainsi que le critère choisi est donc de nature à introduire dans la profession de journaliste une discrimination qui n'a d'équivalent dans aucune autre profession légalement organisée.

Enfin, qu'adviendra-t-il lorsqu'un journaliste professionnel au sens usuel de l'expression partagera son activité entre des organes de presse d'information générale et des organes spécialisés ? Se fondera-t-on, pour lui attribuer le titre, sur le critère, très relatif en l'occurrence, de son activité principale ?

\+

\+ \+

.../...

Afin de traduire plus explicitement les intentions du Gouvernement à l'article 1er, 3° à 5°, du projet, et compte tenu des observations ci-dessus relatives à l'ensemble de cet article, il est proposé de rédiger celui-ci comme suit :

"Article 1er.-

Nul ne peut porter le titre de journaliste professionnel s'il ne remplit les conditions suivantes :

1° être âgé de vingt et un ans au moins;

2° n'être ni interdit, ni déchu, en tout ou en partie, en Belgique ... des droits énumérés aux articles 31 et 123sexies du Code pénal ... ;

3° n'exercer aucune espèce de commerce et notamment aucune activité ayant pour objet la publicité, si ce n'est en qualité de directeur de journal, d'émissions d'information, d'actualités filmées, ou d'agence de presse ;

4° participer, à titre de profession principale et moyennant rémunération, à la rédaction de journaux quotidiens ou hebdomadaires, d'émissions d'information radiodiffusées ou télévisées,d'actualités filmées, ou d'agences de presse, consacrés à l'information générale, en qualité notamment de directeur, éditorialiste, chroniqueur, rédacteur, dessinateur, reporter-photographe, reporter-cinéaste ou correspondant pour la Belgique;

5° avoir fait, de cette activité, sa profession habituell pendant deux ans au moins, et ne pas l'avoir cessée depuis plus de deux ans.

.../...

Pour l'application du présent article :

a. Il y a lieu d'entendre par information générale, celle qui se rapporte à l'ensemble des questions d'actualité, et non pas simplement à une catégorie déterminée de nouvelles, telles que les informations et commentaires relatifs aux sports, à la finance, à la littérature, aux arts, à une activité économique, sociale ou professionnelle déterminée.

b. Les activités commerciales, techniques, d'administration, de correction, de téléscription, de publicité et d'atelier sont considérées comme étrangères à la rédaction, sauf lorsqu'elles rentrent dans les attributions personnelles du directeur du journal, des émissions d'information, des actualités filmées ou de l'agence de presse.

\+

\+ \+

Article 2.

Si le projet de loi détermine les conditions requises pour le port du titre de journaliste professionnel, il charge des commissions administratives de vérifier l'existence de ces conditions et, dès lors, de reconnaître le titre.

En conséquence, le port du titre est lié à cette reconnaissance, et, tant que cette reconnaissance subsiste, les sanctions pénales réprimant le port public abusif du titre ne sont pas applicables.

.../...

Il apparaît donc indispensable de prévoir également dans le texte du projet une procédure administrative en retrait de la reconnaissance du titre, susceptible d'être exercée d'office lorsqu'un journaliste ne remplit plus les conditions requises.

D'autre part, l'alinéa 1er dispose que le Roi détermine la compétence des commissions.

Or, cette compétence est entièrement précisée par le projet de loi lui-même. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir qu'elle sera déterminée par arrêté royal.

On observera enfin que le projet ne précise pas si ces commissions seront des autorités administratives ou des juridictions administratives. Cette différence de qualités entraîne des conséquences importantes quant à l'autorité des décisions prises par ces organes, quant à la faculté de retrait de leurs décisions et quant aux suites à donner à un arrêt d'annulation prononcé par le Conseil d'Etat.

\+

\+ \+

Article 3.

Il serait préférable de rédiger l'article 3 comme suit :

"Article 3.-

Quiconque s'attribue publiquement sans y avoir droit le titre de journaliste professionnel sera puni d'une amende de 200 à 1.000 francs. L'article 85, alinéa 1er, du Code pénal est applicable à cette infraction".

I.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp strekt er toe, de titel van "beroepsjournalist" wettelijk te erkennen en op het wederrechtelijk gebruik ervan straffen te stellen.

Zoals de Raad van State reeds naar aanleiding van een eerste ontwerp in zijn advies van 14 juli 1959 (L.6727/2) nadrukkelijk heeft opgemerkt, "laat de instelling van de titel ieders recht om in een krant te schrijven onverkort. Dit recht bestaat, los van de toekenning van de titel".

De titel kent generlei monopolie of voorrecht toe. Alleen onder die voorwaarden is tegen het ontwerp geen grondwettelijk bezwaar in te brengen en druist het niet in tegen artikel 10 van het verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955.

\+

\+ \+

Een beter opschrift ware :

"Ontwerp van wet betreffende de erkenning en de bescherming van de titel van beroepsjournalist".

\+

\+ \+

.../...

II.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

De inleidende volzin van het artikel leze men als volgt :

"Niemand mag de titel van beroepsjournalist voeren tenzij hij aan de volgende voorwaarden voldoet:..."

+

+ +

Luidens artikel 1, 2°, moet hij die de titel van beroepsjournalist wil voeren ,"zijn burgerlijke en politieke rechten bezitten".

Het ontwerp doelt op de in de artikelen 31 en 123sexies van het Strafwetboek opgesomde rechten, waarvan de uitoefening verboden of het verval opgelopen kan worden ingevolge bepaalde strafrechtelijke veroordelingen.

Men vermelde die artikelen dan ook uitdrukkelijk in het ontwerp.

Anderzijds zal de titel van "beroepsjournalist" ook aan vreemdelingen toegekend kunnen worden.

.../...

In sommige gevallen ware het weinig aangewezen te eisen, dat zij in hun land van herkomst hun burgerlijke en politieke rechten genieten, namelijk wanneer het gaat om personen die de status van vluchteling bezitten.

Gelet op de uiteenlopende opvattingen ter zake van persvrijheid en op de risico's die een correspondent soms bij de gewone uitoefening van zijn beroep ook op strafrechtelijk gebied loopt wegens feiten die in België als geoorloofd worden beschouwd, zou het trouwens hoe dan ook delicaat zijn, rekening te houden met het aan een journalist, Belg of vreemdeling, in het buitenland opgelegde verlies van rechten.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voor artikel 1, 2°, de volgende lezing aanbevolen :

"2° in België noch geheel noch gedeeltelijk ontzet of vervallen verklaard zijn van de rechten opgesomd in de artikelen 31 en 123 sexies van het Strafwetboek".

Het ware anderzijds wel denkbaar, dat men bij de erkenning van de titel van beroepsjournalist weigert geen acht te slaan op met de beroepseer strijdige feiten, waarop in landen die er dezelfde opvattingen over persvrijheid als België op na houden, een verlies van rechten is gevolgd.

.../...

Het zal derhalve zaak van de Regering zijn, te oordelen of, volgens nader te bepalen voorwaarden en regelen, niet ook rekening moet worden gehouden met het verlies van sommige burgerlijke of politieke rechten ingevolge in andere landen opgelopen veroordelingen.

Het mag overigens betwijfeld worden of het blote feit, zijn burgerlijke en politieke rechten niet te hebben verloren, een voldoende waarborg voor de achtbaarheid van de gegadigden is.

Een veroordeling tot ontzetting van die rechten is immers enkel een mogelijkheid die ter beoordeling van de rechtbanken staat, onder meer in geval van openbare schennis van de goede zeden (Strafwetboek, artikel 386, tweede lid) en afpersing (Strafwetboek, artikelen 32, 33, 84, tweede lid, en 470).

Het is ondenkbaar dat iemand, die bijvoorbeeld veroordeeld is wegens met de goede zeden strijdige publikaties of wegens chantage, maar zijn burgerlijke en politieke rechten niet verloren heeft, om erkenning als beroepsjournalist zou kunnen vragen, zonder dat het wettelijk mogelijk zou zijn hem die titel te ontzeggen.

De Regering moet derhalve nagaan of in de wet, behalve van het verlies van de burgerlijke en politieke rechten, ook geen melding moet worden gemaakt van andere redenen van uitsluiting, volgend uit bepaalde veroordelingen wegens misdrijven welke de wet zou dienen op te sommen.

\+

\+ \+

Tussen het beroep van journalist en een handelswerkzaamheid is er een soortgelijke onverenigbaarheid als onder meer tussen de uitoefening van een handelswerkzaamheid en de hoedanigheid van lid van de rechterlijke orde.

Het zou derhalve de voorkeur verdienen, te werken met de termen van artikel 179 van de wet van 18 juni 1869 , gewijzigd bij de wet van 29 februari 1920, en in artikel 1, 3°, te lezen : "geen enkele vorm van handel drijven ...".

Uit de door de gemachtigde van de Regering verstrekte uitleg blijkt, dat het ontwerp de titel van beroepsjournalist wenst te reserveren voor hen die er hun hoofdberoep in vinden, dit is voor hen die het grootste deel van hun beroepswerkzaamheid aan de journalistiek besteden en voor wie de journalistiek het gewone beroep met volledige dagtaak is.

De zelfstandige journalist wordt gelijkgesteld met de als bediende aan een bepaald persorgaan verbonden journalist.

Het feit dat het om een beroepswerkzaamheid gaat, impliceert dat er een bezoldiging aan verbonden is Nochtans is geen bepaalde wijze van bezoldiging vereist:die kan zowel in auteursrechten als in een wedde bestaan.

.../...

Deze bezoldiging moet weliswaar slaan op de uitgeoefende hoofdberoepswerkzaamheid, maar blijkens de verstrekte uitleg moet zij niet het grootste gedeelte van de beroepsinkomsten omvatten : wel zal de journalist met een nevenberoep hieruit doorgaans niets meer dan bijkomende inkomsten trekken, aangezien zijn journalistieke werkzaamheid zijn voornaamste broodwinning is, maar andersom kan een journalist aan een neven- of gelegheidsberoep meer verdienen dan aan zijn gewone arbeid als journalist.

Voor zover het in dat geval hoegenaamd niet om een handelswerkzaamheid gaat, bijvoorbeeld met betrekking tot reclame, en die aan de journalistiek vreemde beroepswerkzaamheid bijkomstig blijft, zal dit niet tot gevolg hebben dat de betrokkene de titel van beroepsjournalist wordt ontzegd.

\+

\+ +

Het ontwerp reserveert overigens in artikel 1,4° de titel van beroepsjournalist voor journalisten die deelnemen aan de redactie van een persorgaan "voor algemene berichtgeving".

Persorganen voor algemene berichtgeving zijn organen die berichten en commentaar over het actualiteitsgebeuren in het algemeen publiceren. Als zodanig kunnen dus niet worden bestempeld persorganen die slechts een soort van berichten, bijvoorbeeld over sport, financiën, literatuur,kunsten of over een bepaalde activiteit in de economische, de sociale of de beroepssector verspreiden.

.../...

Bij het onderscheid tussen de pers voor algemene berichtgeving en de gespecialiseerde pers, waarmee het ontwerp werkt om de hoedanigheid van beroepsjournalist te bepalen, zijn drie opmerkingen te maken :

Aan de ene kant is het in concreto zeer moeilijk een duidelijke lijn te trekken tussen de pers voor algemene berichtgeving en de gespecialiseerde pers. Talrijke bladen die als "gespecialiseerd" worden beschouwd, wijden niettemin een bijkomend, en zelfs een belangrijk deel van hun kolommen aan de algemene berichtgeving.

De maatstaf "algemene berichtgeving" lijkt dus in dit opzicht weinig bevredigend.

Aan de andere kant kunnen twee personen een zelfde rubriek, bijvoorbeeld sport of financiën, verzorgen, de ene in een orgaan voor algemene berichtgeving, de ander in een als gespecialiseerd beschouwd orgaan. De eerste zou recht hebben op de titel van "beroepsjournalist", die aan de ander zou worden ontzegd.

Hieruit blijkt dus, dat de gekozen maatstaf in het journalistenberoep een discriminatie zou kunnen invoeren, waarvoor in geen ander wettelijk geregeld beroep een equivalent bestaat.

.../...

Wat is tenslotte de toestand van de beroepsjournalist in de gebruikelijke zin van het woord, die zijn werkzaamheid verdeelt over persorganen voor algemene berichtgeving en gespecialiseerde organen ? Zal bij de toekenning van de titel worden uitgegaan van de in dat geval zeer betrekkelijke maatstaf van zijn hoofdwerkzaamheid ?

\+

\+ +

Met het oog op een betere weergave van de bedoeling van de Regering in artikel 1, 3° tot 5° van het ontwerp en gelet op de hiervoren over geheel het artikel gemaakte opmerkingen, wordt de volgende lezing aanbevolen :

"Artikel 1.-

Niemand mag de titel van beroepsjournalist voeren tenzij hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° tenminste eenentwintig jaar oud zijn ;
2° in België ... geheel noch gedeeltelijk ontzet of vervallen verklaard zijn van de rechten opgesomd in de artikelen 31 en 123sexies van het Strafwetboek ... ;

.../...

3° geen enkele vorm van handel drijven en met name geen op reclame gerichte werkzaamheid uitoefenen, behalve als directeur van een blad, een nieuwsuitzending, een filmjournaal of een persagentschap ;

4° in zijn hoofdberoep en tegen bezoldiging, onder meer als directeur, schrijver van hoofdartikelen, kroniekschrijver, redacteur, tekenaar, persfotograaf, filmreporter of correspondent voor België, deelnemen aan de redactie van dag- of weekbladen, radio- of televisienieuwsuitzendingen, filmjournaals, of persagentschappen een en ander voor algemene berichtgeving ;

5° die werkzaamheid ten minste twee jaar lang als gewoon beroep uitgeoefend en ze niet sedert meer dan twee jaar gestaakt hebben.

Voor de toepassing van dit artikel :

a) moet onder algemene berichtgeving worden verstaan, die welke betrekking heeft op het actualiteitsgebeuren in het algemeen, en niet alleen maar op een bepaald soort van nieuws, zoals berichten en commentaar over sport, financiën, literatuur, kunsten of over een bepaalde activiteit in de economische, de sociale of de beroepssector.

.../...

b) worden commerciële, technische, administratieve werkzaamheid en correctie-, telex-, reclame- en zetterijwerkzaamheid geacht buiten de redactie te staan, behalve wanneer zij onder de persoonlijke bevoegdheid van de directeur van het blad de nieuwsuitzending, het filmjournaal of het persagentschap ressorteert".

\+

\+ +

Artikel 2.

Het ontwerp bepaalt weliswaar de voorwaarden tot het voeren van de titel van beroepsjournalist, maar gelast administratieve commissies, toe te zien of die voorwaarden vervuld zijn en dus de titel te erkennen.

Het voeren van de titel is dan ook gekoppeld aan die erkenning, en zolang deze duurt vinden de straffen die op het wederrechtelijk in het openbaar voeren van de titel gesteld zijn, geen toepassing.

Het lijkt dan ook volstrekt noodzakelijk, in de tekst van het ontwerp een administratieve procedure tot intrekking van de erkenning van de titel in te stellen, die ambtshalve in werking zou kunnen worden gebracht wanneer een journalist niet langer aan de gestelde eisen voldoet.

.../...

Anderzijds bepaalt het eerste lid dat de Koning de bevoegdheid van de commissies regelt.

Die bevoegdheid wordt in het ontwerp van wet zelf helemaal omschreven. Het is dan ook overbodig te bepalen, dat zij bij koninklijk besluit zal worden geregeld.

Tenslotte moge worden opgemerkt, dat het ontwerp niet zegt of die commissies administratieve overheden dan wel administratieve rechtscolleges zijn. Dit onderscheid is nochtans van groot belang voor het gezag van de door die lichamen genomen beslissingen, voor de mogelijkheid hun beslissingen in te trekken en voor de gevolgen die aan een vernietigingsarrest van de Raad van State te geven zijn.

\+

\+ \+

Artikel 3.

Een betere lezing voor artikel 3 ware :

"Artikel 3.-

Met geldboete van 200 frank tot 1.000 frank wordt gestraft al wie zich in het openbaar de titel van beroepsjournalist toeëigent zonder er recht op te hebben. Artikel 85, eerste lid, van het Strafwetboek vindt toepassing op dat misdrijf."

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.HOEFFLER, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De heren :

eerste voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.HOEFFLER, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.